

Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES

8 avenue Urbain-Bosio
06300 NICE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes Sur les comptes annuels

SARL ALFA Consultant

745 bis Ch. Du Mont Gros – 06610 La Gaude

Tel : 04.92.15.53.20 - Fax : 04.92.15.53.29 - e-mail : falbrecht@cicca.fr

SARL d'expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 7.500 Euros
Inscrite près la cour d'appel d'Aix en Provence
RCS Grasse B 444 539 449



ALFA CONSULTANT
745 bis ch. Du Mont Gros
06610 LA GAUDE
SARL au Capital de 7.500 €

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale d'Aix-en-Provence

Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES

8 avenue Urbain-Bosio
06300 NICE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres du conseil d'administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Fait à La Gaude, le 23 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

ALFA CONSULTANT, représenté par

Fabrice ALBRECHT

Fabrice ALBRE



Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



Bilan Actif

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	114 441	114 441		
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 913	4 913		
Fonds commercial (1)				
Autres	55 068	55 068		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 814 315		2 814 315	2 767 179
Constructions	26 182 186	13 713 118	12 469 069	11 845 799
Installations techniques, matériel et outillage industriel	680 956	591 124	89 832	78 042
Autres	2 321 212	1 925 708	395 504	437 148
Immobilisations grevées de droits				191 009
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés				120 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations et créances rattachées	614 425		614 425	666 498
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	316 156		316 156	263 760
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	33 103 672	16 404 372	16 699 301	16 369 436
STOCKS ET EN-COURS				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	104 172		104 172	88 885
Autres créances	2 902 397		2 902 397	2 521 424
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	35		35	35
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	5 218 232		5 218 232	6 462 092
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	55 070		55 070	35 973
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	8 279 906		8 279 906	9 108 410
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	41 383 578	16 404 372	24 979 207	25 477 847
(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an		(3) Dont à moins d'un an	
			55 070	
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				



Bilan Passif

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

Fondation de Nice PSP Actes

	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023	
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres sans droit de reprise	2 595 744	2 595 744	
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise	5 805 049	5 805 049	
Réserves	3 836 405	3 836 405	
Report à nouveau sur gestion propre	(1 051 423)	(749 570)	
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(555 742)	(432 714)	
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres avec droit de reprise			
- Apports			
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	3 794 526	3 947 387	
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	258 158	195 274	
Provisions réglementées	526 714	524 709	
TOTAL I FONDS PROPRES	15 209 431	15 722 283	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	57 342		
Provisions pour charges	496 908	501 210	
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	554 250	501 210	
FONDS DEDIES			
Sur subventions de fonctionnement	610 953	883 976	
Sur autres ressources	1 158 733	1 239 301	
TOTAL III FONDS DEDIES	1 769 686	2 123 277	
DETTES (1)			
Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 179 433	2 374 504	
Emprunts et dettes financières diverses (3)	37 034	11 701	
Avances et acomptes reçus	398 164	574 595	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	501 741	564 793	
Dettes fiscales et sociales	4 239 434	3 382 007	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 838	57 502	
Autres dettes	87 195	165 975	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance (1)			
TOTAL IV DETTES	7 445 839	7 131 076	
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	24 979 207	25 477 847	
(1) A plus d'un an	2 019 767	A moins d'un an	5 426 073
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			
(3) Dont emprunts participatifs			
ENGAGEMENTS DONNES			



Compte de Résultat en liste

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

Fondation de Nice PSP Actes

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises		
- Production vendue [biens et services]	1 314 085	1 275 638
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	1 314 085	1 275 638
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Concours publics	18 163 387	17 309 134
- Subventions d'exploitation	12 542 266	12 340 667
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	54 556	35 398
- Utilisation des fonds dédiés	489 291	147 311
- Autres produits	2 032 673	2 323 965
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	34 596 259	33 432 112
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises		
Variation de stocks		
- Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
- Autres achats et charges externes	9 939 611	9 140 563
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 830 735	1 645 969
- Salaires et traitements	15 109 724	14 516 849
- Charges sociales	5 987 670	5 841 856
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 119 605	1 102 521
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	107 597	50 041
- Reports en fonds dédiés	135 700	412 615
- Autres charges	753 240	986 103
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	34 983 882	33 696 516
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(387 623)	(264 403)
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)	15 861	24 734
- Reprises sur provisions et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	15 861	24 734
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)	31 162	33 880
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES	31 162	33 880
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(15 301)	(9 147)



Compte de Résultat en liste - suite

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

Fondation de Nice PSP Actes

	31/12/2024	31/12/2023
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(402 924)	(273 550)
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion	35	
- Sur opérations en capital	59 633	41 749
- Reprises provisions et transferts de charges		
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS	59 668	41 749
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion	205 390	189 384
- Sur opérations en capital	5 091	8 597
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 005	2 932
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	212 486	200 913
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(152 818)	(159 164)
Impôts sur les bénéfices (VII)		
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	34 671 788	33 498 595
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	35 227 530	33 931 309
EXCEDENT OU DEFICIT	(555 742)	(432 714)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature		
- Dons en nature		
TOTAL		
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services		
- Personnel bénévole		
TOTAL		



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est 24 979 206,52 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 34 596 259,08 Euros et dégageant un déficit de 555 741,53 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet Social

. La Fondation de Nice Patronage Saint Pierre Actes poursuit, notamment, l'œuvre entreprise par l'Association du Patronage Saint-Pierre, fondée en 1903, déclarée le 29 août 1903 et reconnue d'utilité publique par décret du 8 mai 1961.

Elle a pour but d'exercer une action éducative et sociale auprès des enfants, des adolescents, des adultes et des familles, avec priorité pour les plus défavorisés. Cette action est fondée sur le respect de l'égalité dignité des êtres humains, avec la volonté de donner toutes ses chances à chacune des personnes accompagnées.

Faits caractéristiques de l'exercice

. Nouvel avenant avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes concernant la prolongation de la durée du CPOM 2018/2022 jusqu'au 31/12/2024,

. Compensation partielle du surcoût lié à l'application de l'extension du Ségur : par mesure de prudence et en raison des incertitudes liées aux procédures en cours, le montant non compensé estimé à 507 200 € n'a pas été provisionné,

Evenements significatifs postérieurs à la clôture

. Fin du CPOM avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Générale (PCG) 2005.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Une réévaluation des immobilisations a toutefois été pratiquée au 1^{er} janvier 2007.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et du règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



Immobilisations

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	114 441		
Autres immobilisations incorporelles	59 981		
TOTAL immobilisations incorporelles :	174 423		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	2 767 179		47 136
Constructions sur sol propre	17 566 415		424 232
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	7 076 210		1 118 851
Installations techniques et outillage industriel	654 561		33 133
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	745 592		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 437 365		138 254
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	191 009		
Avances et acomptes	120 000		
TOTAL immobilisations corporelles :	30 558 333		1 761 605
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	666 498		2 500
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	263 760		65 369
TOTAL immobilisations financières :	930 258		67 869
TOTAL GÉNÉRAL	31 663 014		1 829 474

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			114 441	
Autres immobilisations incorporelles			59 981	
TOTAL immobilisations incorporelles :			174 423	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			2 814 315	
Constructions sur sol propre			17 990 647	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		3 521	8 191 540	
Install. techn., matériel et out. industriels		6 738	680 956	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			745 592	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			1 575 620	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		191 009		
Avances et acomptes		120 000		
TOTAL immobilisations corporelles :		321 269	31 998 669	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		54 574	614 425	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		12 973	316 156	
TOTAL immobilisations financières :		67 547	930 581	
TOTAL GÉNÉRAL		388 816	33 103 672	



Amortissements

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	114 441			114 441
Autres immobilisations incorporelles	59 981			59 981
TOTAL immobilisations incorporelles :	174 423			174 423
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	8 761 522	477 388	5 145	9 238 910
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	4 035 304	440 977		4 474 208
Installations techn. et outillage industriel	576 519	21 343	10 633	591 124
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	586 842	63 079		649 922
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 158 967	116 819		1 275 786
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	15 119 155	1 119 605	15 778	16 229 949
TOTAL GÉNÉRAL	15 293 577	1 119 605	15 778	16 404 372

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	477 388		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	440 977		
Installations techniques et outillage industriel	21 343		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	63 079		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	116 819		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 119 605		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 119 605		



État des Échéances des Créances et Dettes

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 10/06/25

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	316 156		316 156
TOTAL de l'actif immobilisé :	316 156		316 156
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	104 172	104 172	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	72 916	72 916	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	2 401 032	2 401 032	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	428 449	428 449	
TOTAL de l'actif circulant :	3 006 568	3 006 568	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	55 070	55 070	

TOTAL GÉNÉRAL	3 377 795	3 061 639	316 156
----------------------	------------------	------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	2 179 433	196 701	607 603	1 375 130
Emprunts et dettes financières divers	37 034		37 034	
Fournisseurs et comptes rattachés	501 741	501 741		
Personnel et comptes rattachés	1 390 203	1 390 203		
Sécurité sociale et autres organismes	2 600 113	2 600 113		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées	398 164	398 164		
Autres impôts, taxes et assimilés	249 118	249 118		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	2 838	2 838		
Groupe et associés				
Autres dettes	87 195	87 195		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	7 445 839	5 426 073	644 637	1 375 130
----------------------	------------------	------------------	----------------	------------------



Tableau des variations des fonds propres

Variation des Fonds Propres	Montant début d'exercice ^(*)	Affectation résultats et retraitement	Augmentation	Diminution ou Consommation	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise	2 595 744				2 595 744
Ecart de réévaluation	5 805 049				5 805 049
<i>Dont dotation initiale</i>	2 588 584				2 588 584
Réserves :					
Réserves d'investissement	2 297 194				2 297 194
Réserves de compensation	1 274 081				1 274 081
Réserves de trésorerie	136 814				136 814
Autres réserves	128 316				128 316
Report à nouveau	-749 570	-301 854			-1 051 423
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur	3 947 387	-152 861			3 794 526
Excédent ou déficit de l'exercice	-432 714	432 714		555 742	-555 742
Situation nette	15 002 300				14 424 558
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements	195 274		110 336	47 452	258 158
Provisions réglementées	524 709		2 005		526 714
	15 722 283	-22 000	112 341	603 194	15 209 430

^(*)Après retraitement

Détermination du résultat effectif global

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	-555 742	-432 714
Reprise du résultat antérieur	13 184	198 528
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-542 557	-234 187
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	-509 498	-159 058
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	-33 059	-75 129

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Dotations	Diminutions montants utilisés	Diminutions montants non utilisés	Montant fin exercice
Provisions pour risques	0	57 342			57 342
Provisions pour charges	501 210	50 255	54 556		496 908
Dépréciations exceptionnelles	0				0
	501 210	107 597	54 556	0	554 250

Produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montant
Subventions d'exploitation à recevoir	2 401 032
Autres produits à recevoir	374 770
TOTAL	2 775 802

Charges à payer

Détail des charges à payer	Montant
Factures à recevoir	61 656
Provision 1/10 Congés payés	1 163 572
Provision charges sociales sur congés payés	447 468
Provision charges fiscales sur congés payés	131 791
Autres charges à payer	1 139
TOTAL	1 805 626

Charges et produits constatés d'avance

Détail des charges constatées d'avance	Montant
Locations immobilières	9 841
Locations mobilières	6 828
Maintenance	8 818
Abonnements, licences, documentation	18 183
Autres charges diverses	11 400
TOTAL	55 070

Détail des produits constatés d'avance	Montant
Avances sur subventions	398 164
Autres produits de gestion	-
TOTAL	398 164

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Néant



Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont FD correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Subvention IML	59 200		59 200			0	
Subvention Etat COSOL	80 616		51 252			29 364	
Subvention Etat PMMPT	65 000	65 000	65 000			65 000	
Subvention Etat+Métropole	20 426		20 426			0	
Plateforme Jeunes							
Subvention Etat HUDA	230 529					230 529	
Subvention Etat Déplacés Ukraine	421 284		135 225			286 059	
Fonds dédiés RTT	6 920		6 920			0	
Contributions financières des autorités de tarification							
ARS / Investissement CSAPA	30 110		3 980			26 130	
ARS / Investissement CAARUD	591 937					591 937	591 937
ARS / Investissement ESPO	284 144		10 478			273 666	
ARS / Investissement ACT CNR 2024		5 000				5 000	
ARS / Exploitation CSAPA Microstructures + Achats RDR	73 312	65 700	48 446			90 566	
ARS / Exploitation CPO CNR 2023	3 380		3 220			160	
Contributions financières d'autres organismes							
Autres							
Leg Frecon	184 418		13 144			171 274	
TOTAL	2 051 277	135 700	417 291	0	0	1 769 686	591 937



Fonds reportés liés aux legs ou donations

Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Augmentation	Diminution	
72 000		72 000	0

Subventions d'équipement

Les subventions reçues en 2024 se sont élevées à 101 971 € et correspondent à :

- . une subvention ANAH/Métropole Nice Côte d'Azur/Région de 41 700,00 € concernant des travaux dans un appartement situé 3 Rue Carlo à Nice
- . une subvention ANAH/Métropole Nice Côte d'Azur/Région de 33 230,00 € concernant des travaux dans un appartement situé 4 Rue Barla à Nice
- . une subvention ANAH/Métropole Nice Côte d'Azur de 27 041,00 € concernant des travaux dans un appartement situé 2 Rue Tordo à Nice

Variation de la réserve de réévaluation

Réserve spéciale de réévaluation = 5 805 049 €

Cet écart de réévaluation a été constaté suite à la réévaluation des immobilisations pratiquée au 1er janvier 2007, et a permis d'ajuster la valeur comptable des immeubles sur leur valeur vénale à cette date.

Frais d'établissement

Frais de constitution = 114 441 €

Ce poste concerne les frais de dévolution immobilière du fait du passage du statut d'Association à celui de Fondation au 1er janvier 2008.

Evaluation des immobilisations corporelles

La méthode d'évaluation retenue est celle du coût historique. Une réévaluation des immobilisations a cependant été effectuée en 2007. Cette dernière n'a, en pratique, eu d'effet que sur les immeubles inscrits à l'actif et a eu pour conséquence d'ajuster leur montant sur leur valeur vénale à cette date.

Hormis ce cas particulier, la valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition sauf en ce qui concerne les acquisitions immobilières.

Compte tenu de la spécificité de la Fondation, le règlement CRC 2002-10 n'a donné lieu à aucun retraitement.

En effet, les immeubles acquis par la Fondation correspondent généralement à des immeubles anciens et des travaux importants de remise en état ont été effectués. Ces travaux représentent en fait plus de 20 % du montant des immeubles (avant réévaluation) et correspondent à la valeur des éléments du second œuvre dissociable. Une décomposition aurait donc abouti à une double comptabilisation des éléments de second œuvre.

Par ailleurs, la réévaluation intervenue en 2007 concernait bien en totalité la structure des immeubles.

Enfin, aucune valeur résiduelle significative susceptible de justifier une modification du plan d'amortissement n'a été identifiée.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Immeubles	Linéaire	30 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Complément d'information relatif au compte de résultat**Ventilation des produits d'exploitation**

Répartition par activité	Montant N	Montant N-1	Variation
Prestations et ventes	475 134	509 441	-7%
Locations appart/bureau aux services d'ACTES ou à des tiers	820 478	753 407	9%
Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	18 472	12 790	44%
Subventions	12 471 420	12 287 142	1%
<i>Dont Etat</i>	5 337 585	5 757 235	-7%
<i>Dont Département 06</i>	3 174 239	2 937 218	8%
<i>Dont Fonds Européens</i>	2 967 878	2 461 046	21%
<i>Dont commune et communauté de commune</i>	841 333	836 340	1%
<i>Dont autres</i>	150 385	295 304	-49%
Autres subventions d'exploitation (dont CE)	70 847	53 525	32%
Produits de la tarification des activités sociales	18 163 387	17 309 134	5%
<i>Dont Etat</i>	9 345 304	9 026 396	4%
<i>Dont Département 06</i>	8 818 083	8 282 738	6%
Participation des usagers (dont CAF)	691 163	662 733	4%
Remboursement sur salaire	711 825	831 329	-14%
Remboursement de fournitures diverses	498 517	511 497	-3%
Frais de gestion GCSMS UCSD	83 716	81 175	3%
Autres - Reprises	54 556	35 398	54%
Autres - Legs	0	197 748	-100%
Utilisation des fonds dédiés	489 291	147 311	232%
QP des subventions d'investissement virée au résultat	47 452	39 484	20%
TOTAL	34 596 259	33 432 112	3%

Complément d'information relatif au compte de résultat**Rémunération des dirigeants**

	Montant
Rémunération brute annuelle des trois plus hauts cadres dirigeants	225 191
TOTAL	225 191

Effectifs

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	67	
Non Cadres	405	
TOTAL	472	

Effectif au 31 décembre 2024 :

Salariés CDI	396
Salariés CDD (hors contrat aidés)	37
Salariés CDD (contrats aidés)	0
Salariés CDDI (Insertion)	23
Salariés CDII	2
Salariés Contrat d'Apprentissage	12
Salariés Contrat de Professionnalisation	2

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 179 433
TOTAL	2 179 433

Emprunts auprès du Crédit Mutuel = 169 754,38 €

Emprunts auprès du Crédit Agricole = 1 881 054,03 €

Emprunts auprès de la Caisse d'Epargne = 128 624,88€

Engagements financiers**Engagements donnés**

Privilège de Prêteur de Deniers Crédit Agricole	1 881 054
Privilège de Prêteur de Deniers Crédit Mutuel	169 754
TOTAL	2 050 808

Engagements recues

Néant

Crédit bail

Nature	Terrains et Constructions	Instal.Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			1 061 951	1 061 951
Redevances payées : cumul ex. antérieurs			170 500	170 500
Redevances payées : exercice			170 336	170 336
Total			340 836	340 836
Redevances restant à payer : 1 an au +			147 088	147 088
Redevances restant à payer : entre 1 et 5 ans			94 654	94 654
Total			241 742	241 742

Engagement en matière de pensions et retraites

Le montant des engagements de la Fondation en matière d'indemnité de fin de carrière, évalué conformément à la méthode ANC 2021 s'élevait à la clôture de l'exercice à 1 216 218 €.

Il est à noter que seule la provision prise en charge dans les comptes administratifs concernant uniquement les salariés dont le départ est prévu dans les cinq ans dans les services concernés, a fait l'objet d'une comptabilisation pour un montant de 462 764 € au 31/12/2024.

A cette provision doit se rajouter le résultat affecté au financement des mesures d'exploitations inhérentes au départ à la retraite des salariés du Siège pour 51 536 €.

Le montant de l'engagement non provisionné à la clôture de l'exercice s'élevait donc à 701 918 €.

Liste des filiales et participations

Société	Capital	Capitaux propres	Q-P du capital détenu en %	C.A. du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice
Participations détenues entre 10% et 50% . SOHLAM (Bilan 2024)	300 022	7 499 540	19,51	1 665 035	246 004
TOTAL	300 022	7 499 540	19,51	1 665 035	246 004

Le Compte Epargne Temps (CET)

Le personnel a la possibilité de placer des jours restants dus au titre de congés payés ou autres congés conventionnels en compte épargne temps. La Fondation, dans le cadre de l'accord de branche sanitaire, social et médico-social du 1^{er} avril 1999, en a externalisé la gestion auprès de Malakoff Médéric. L'engagement au titre du CET est couvert par un portefeuille titres au Crédit agricole depuis 2018 (auparavant au Crédit coopératif) placé sur un Fonds commun de placement (FCP) dédié à ce dispositif et obligatoire pour toute la branche (parts « UNIFED EPARGNE HORIZONS »). Ces parts de FCP sont comptabilisées en titres immobilisés et leurs déblocages ne peuvent intervenir que dans les cas limitativement prévus. De plus, ce fonds commun de placement ne peut être utilisé pour un usage autre que le paiement des droits affectés au CET. Lorsque les salariés font valoir leurs droits au paiement de leurs jours de CET, les parts correspondantes font l'objet d'une cession.

Au 31/12/2024, le portefeuille titre permettant de couvrir la dette au titre du CET est valorisé à 553 183,81 €. La plus-value latente rapportée aux versements des sommes depuis l'origine par rapport à cette valorisation s'élève à 9 929,28 €.

Missions Administrateurs Ad Hoc

En plus de sa mission de représentation juridique, le service ACTES Pélican assure le recouvrement des dommages et intérêts, et, sous le contrôle du Juge, la gestion des comptes bancaires ouverts au nom des mineurs.

Ces comptes, qui concernent pour l'exercice 2024 193 mineurs et représentent au 31/12/2024 un montant total de 909 862,15 €, ne sont pas inclus dans le bilan de la Fondation.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Le montant des honoraires de commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 30 000 € TTC.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été comptabilisées sur l'exercice 2024, le montant de cette valorisation étant non-significatif.

Acquisition des congés payés pendant des arrêts de travail

Les dispositions issues de l'article 37 de la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 portant Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne (DDADUE) concernant la mise en application de nouvelles règles d'acquisition de congés payés en cas d'absence maladie ou accident ont fait l'objet d'une valorisation d'un montant non-significatif qui n'a pas été comptabilisé.

